

24^{ème} UNIVERSITÉ D'ÉTÉ de L'ASSEMBLÉE DES FEMMES

« LE CORPS DES FEMMES MARCHANDISÉ : ENJEU ACTUEL DES LUTTES INTERNATIONALES »

Mercredi 24 août 2016

OUVERTURE

Geneviève COURAUD, Présidente de l'Assemblée des Femmes

Bonjour à toutes et tous, ami.e.s de l'Assemblée des femmes qui venez quelquefois de loin et appartenez à de nombreuses associations représentées dans cette salle.

Je salue d'abord en votre nom **Jean-François Fontaine**, Maire de La Rochelle, qui nous fait la gentillesse de nous accueillir dans cette belle salle de l'Oratoire où nous tenons pour la 11^{ème} fois cette année nos travaux. Je salue également **Naïma Charaï**, amie de longue date, Conseillère régionale de la Nouvelle Aquitaine, en charge des droits des femmes et que je suis très heureuse de retrouver ici pour représenter le Président Rousset.

Je remercie vivement à cet égard la Région qui, comme la ville de La Rochelle depuis tant d'années, nous assure de son soutien financier et de son amitié par la présence de plusieurs de ses élu.e.s. Nous n'oublions pas que les présidents de Poitou-Charentes, Ségolène Royal puis Jean-François Macaire ont naguère accompagné nos travaux. Nous sommes heureux.ses que ce compagnonnage perdure dans la nouvelle configuration régionale. C'est une belle transmission.

Donc, nous avons choisi, nous, de rester à La Rochelle.

Applaudissements.

Parce que nous y avons toujours été bien accueilli.e.s, parce que sur place, nos ami.e.s sont des relais formidables toute l'année, parce que la ville et la région reconnaissent la qualité de notre travail. Et puis, faut-il le dire, parce que nous sommes fidèles et que la fidélité à nos valeurs, nos engagements, à nos combats, aux femmes et aux hommes qui nous suivent, est le ciment qui nous réunit. La Rochelle et l'Assemblée des femmes, c'est une histoire d'amitié et de tendresse.

Yvette Roudy, notre présidente fondatrice n'est pas parmi nous, elle est dans ses Pyrénées-Atlantiques qu'elle aime tant, où elle se baigne tous les jours me dit-elle. Elle m'a chargé de vous dire de sa part ce message : « *Dis-leur de ma part que le féminisme est un courant politique.* » et c'est bien ainsi que nous allons poser notre réflexion.

Il y a parmi nous des membres fondatrices de l'Assemblée des femmes, **Françoise Durand, Gisèle Stievenard, Isabelle Florès**, que je salue avec une grande amitié.

Il me revient donc le plaisir d'ouvrir cette 24^e université d'été consacrée à des thèmes que nous avons déjà traités à quelques reprises : l'avortement, la gestation pour autrui, la prostitution, le voile. Jamais encore, cependant, nous ne les avons traités d'une manière aussi large, générale, structurée, organisée et internationale.

« **Le corps des femmes marchandisé : enjeu actuel des luttes internationales** » est donc le titre donné à cette Université d'été- 2016.

L'année dernière, en choisissant comme titre de notre université d'été 2015 « **Droits des femmes et laïcité** » nous ne pensions pas que ce sujet, au cœur de l'actualité de l'année passée, se cristalliserait, se dramatiserait comme cela s'est produit. Nous ne savions pas, qu'après les attentats de 2011 à Toulouse, ceux de Charlie Hebdo et de l'Hyper casher de Vincennes en janvier 2015 viendraient ceux du Bataclan et du Stade de France en novembre, puis l'effroyable massacre de Nice - je salue les amies niçoises qui sont ici dans cette salle et qui nous en ont parlé hier - enfin le meurtre de Saint-Étienne-du-Rouvray en juillet 2016. 130 morts et 413 blessés à Paris, 86 morts et 50 blessés à Nice. Nous n'oublions pas qu'ailleurs aussi il y a la mort, en Turquie et en Afghanistan, et toujours de la même manière. Et pardon si dans cette mortelle litanie j'oublie des victimes et des familles. Non l'an dernier à la même date, nous ne savons savions pas cela.

Mais ce que nous savions parfaitement bien, en nous quittant le 28 août 2015 après avoir entendu les intervenantes et intervenants de nos deux journées, c'est que la place des femmes, l'évolution de leur condition qui passe par l'indispensable reconnaissance de leurs désirs légitimes de liberté, d'égalité, de dignité, d'émancipation et par le rejet du pouvoir destructif masculin, tous progrès de société dont la laïcité est en France, par sa mise à distance des religions et des communautarismes, le garant, eh bien, c'est là précisément que se noue contre nous la détestation des islamistes politiques, responsables des attentats perpétrés contre les sociétés avancées dont la nôtre.

Les femmes et la laïcité dont la France est devenue le symbole sont insupportables aux yeux de l'agresseur, l'État islamique ou Daech, il faut le nommer par son nom. Les pitoyables bras qui ont opéré les massacres ne sont que les obscurs outils d'une guerre obscurantiste contre le progrès et la liberté.

Et que sont-elles d'autres que les outils de l'islamisme politique, elles aussi, les femmes travesties en burkini sur les plages de Méditerranée qui ont enflammé ces derniers jours les médias et les réseaux sociaux, contraignant les politiques à des prises de position discutées sans fin.

Sans anticiper sur un débat qui sera au cœur de notre 3^{ème} table ronde, je reprendrai ici à mon compte la suggestion de Roselyne Letteron, professeure de droit public à l'université de Paris-Sorbonne, sur les arrêtés municipaux : pourquoi ne pas invoquer le principe de dignité à propos du droit des femmes bafoué par un vêtement qui est le symbole même de la soumission ?

Nous disions l'an dernier, Monsieur le Maire, Madame la Conseillère régionale, dans notre adresse au Président de la République et au Premier Ministre : « *Votre devoir Monsieur le Président de la République, Monsieur le Premier Ministre n'est-il pas de soutenir toutes celles qui portent haut et fort les valeurs de la République et se battent pour celles qui partout sont confrontées aux diktats communautaristes.* » Nous précisons en parlant de la laïcité : « *Ces valeurs sont garanties des acquis en matière de droits des femmes à condition que l'égalité de genre soit reconnue comme tout à fait essentielle et les droits, des acquis non négociables.* »

Nous sommes en guerre disent nos responsables politiques. En tous les cas, nous ne sommes plus en paix, même si au terme d'un été 2016 de chaleur et de lumière il est difficile de le croire. C'est dans cette atmosphère qui peut devenir détestable et conduire à toutes les instrumentalisation, toutes les rumeurs, tous les débordements sexistes et racistes que nous nous retrouvons.

Gérard Biard à cette même tribune l'an dernier nous disait : « *Il faut juste rappeler une évidence, les premières victimes de l'islamisme partout dans le monde, que ce soit en France ou dans les pays étrangers, ce sont les musulmans et les musulmanes.* »

Notre université d'été 2016 est consacrée à un sujet différent de la précédente : la marchandisation du corps des femmes, quoique - vous le savez tou.te.s - en ce qui concerne les droits des femmes, tout est lié.

Je voudrais remercier pour finir toute l'équipe de l'Assemblée des Femmes qui a préparé cette université d'été. Fatima Lalem, notre secrétaire générale, Michèle, Claire notre trésorière qui a fait un énorme travail, et qui est là, après (et grâce à ?) six semaines d'immobilisation, à peine débarrassée de son plâtre. Je remercie du fond du cœur Danielle Bousquet, notre présidente jusqu'au mois de janvier dernier, qui nous fait l'amitié et l'honneur de continuer son engagement malgré la charge du Haut Conseil à l'Égalité des femmes et des hommes. Nous sommes fières, Danielle, d'être à tes côtés, fières que tu acceptes d'être notre vice-présidente.

Je vais maintenant laisser la parole à Monsieur le Maire, Jean-François Fontaine, en le remerciant une nouvelle fois de son accueil.

Jean-François FOUNTAINE, Maire de La Rochelle

Madame la Présidente, merci de vos mots chaleureux. Vous avez utilisé le terme de fidélité, merci à toutes de votre fidélité à La Rochelle.

Je veux saluer particulièrement toute l'équipe de notre nouvelle grande région. Vous êtes nombreuses à représenter la Région Nouvelle Aquitaine. Quand on arrive dans un territoire inconnu, on l'appelle du nom du territoire qu'on a quitté. Quittant Bordeaux, ils ont trouvé ce territoire ici même à La Rochelle et l'ont appelé Nouvelle-Aquitaine, comme les colons arrivant au Québec l'appelaient la Nouvelle-France ou comme d'autres arrivants ont appelé la Nouvelle-Calédonie.

Passons ce trait d'humour d'ouverture, je tiens à toutes vous saluer, vous qui êtes venues nombreux.ses à cette réunion.

Permettez-moi aussi de saluer **Danielle Bousquet**, de te dire combien nous sommes heureux de te retrouver dans une fonction différente aujourd'hui.

Je crois que les travaux que vous menez sont extrêmement importants. Je ne vous cache pas que je suis inquiet de l'évolution de nos sociétés et inquiet de l'évolution de l'univers politique. Nous sommes dans un pays où est né le Siècle des Lumières, où l'on a essayé de placer l'intelligence et la réflexion comme enjeux majeurs. Quand je vois le niveau modeste - je ne vais pas être trop cruel - de la réflexion politique aujourd'hui, où l'immédiateté médiatique remplace toute réflexion de fond sur des sujets aussi graves que ceux que nous venons de vivre, Madame la Présidente, vous l'avez rappelé, je suis inquiet parce que je trouve que nous sommes en train de vivre un retour en arrière. Un retour en arrière sur le repli identitaire : « Refermons-nous, protégeons-nous », alors qu'ici à la Rochelle, nous sommes une ville qui a été ouverte sur le monde. Si notre ville est une

ville de tolérance et d'humanisme, c'est parce qu'elle a échangé avec de nombreux peuples, parce qu'elle a été une terre de passage, parce que notre ville est une ville dans laquelle les autres sont admis. Un exemple : aucun des derniers maires de La Rochelle n'est né à La Rochelle et ce n'est pas un problème pour les Rochelais. Et donc, l'acceptation de l'autre, la tolérance et l'humanisme sont des valeurs fortes dans notre territoire.

Mais je vois que dans notre pays ce ne sont pas toujours ces valeurs qui sont fortes. Vous avez évoqué l'arrêté pris par certains maires d'interdire de porter un vêtement particulier pouvant connoter un signal religieux. Quand je vois les dérives qui ont suivi en quelques jours, les jeunes femmes humiliées devant leurs enfants, et emmenées simplement pour le port d'un foulard, je trouve cela inacceptable. L'intelligence recule, les actes à caractère primaire progressent et tout cela m'inquiète.

C'est pour cela que je suis particulièrement heureux que vous soyez revenu.e.s à La Rochelle pour continuer à réfléchir. Nous voulons une société où l'intelligence et l'éthique priment sur les développements des techniques scientifiques.

Merci de réfléchir, merci de travailler, merci de tirer la société vers le haut. Je vous souhaite d'excellents travaux.

Geneviève COURAUD

Merci Monsieur le Maire, Naïma Charaï, Conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine représente le président Rousset.

Naïma CHARAÏ, Conseillère régionale de Nouvelle-Aquitaine

Merci Geneviève, Mesdames et Messieurs, cher.e.s ami.e.s, je suis très heureuse d'être parmi vous ce matin pour la 24^e édition de l'Assemblée des femmes. Je suis aussi extrêmement heureuse, comme Monsieur le Maire de La Rochelle, que vous ayez décidé cette année de maintenir ici, à La Rochelle, en Nouvelle-Aquitaine, les deux jours de vos universités d'été.

Le président **Alain Rousset** m'a demandé de le représenter ce matin et de vous dire sa sympathie au regard des actions que vous menez tout au long de l'année et des thèmes que vous abordez cet été. Il m'a demandé de vous dire qu'il avait une sympathie particulière pour l'Assemblée des Femmes et il a décidé encore cette année de soutenir l'Université d'été de La Rochelle. Sachez que la Nouvelle-Aquitaine sera une collectivité loyale et fidèle envers les droits des femmes.

Vous le savez, cela ne vous a pas échappé, Geneviève, tu l'as rappelé, les désastres de l'année dernière et ceux du début de l'été ont marqué gravement et dramatiquement notre pays. Mais il y a eu aussi l'année dernière, du changement, notamment dans les collectivités territoriales. Il ne vous a pas échappé que la Nouvelle-Aquitaine qui a une certaine coloration politique et donc une sensibilité par rapport aux droits des femmes, eh bien, cette sensibilité, cette volonté d'agir en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes n'est pas partagée par l'ensemble des collectivités territoriales. J'ai en tête une région, l'une des plus grandes régions de France - je pense à l'Île-de-France - dont la Présidente, une fois élue, a décidé de remettre en cause l'une des actions symboliques des collectivités territoriales, je pense bien évidemment à la contraception. Elle a, près d'une semaine après son élection, décidé de baisser les subventions du centre Hubertine Auclert. Je pense aussi à ce Président de région dans l'est de la France qui a, lui aussi, décidé de mettre à mal les subventions pour les centres d'information pour les droits des femmes

et des familles (CIDFF), et je pense à cette campagne électorale - et le risque était extrêmement important de voir des régions basculer à l'extrême-droite - au cours de laquelle les candidat.e.s aux élections régionales dans le sud-est de la France, mais aussi dans l'est et le nord-est avaient dit très clairement que s'ils.elles étaient élu.e.s, les subventions pour les Plannings familiaux seraient supprimées.

Il y a un combat à mener, je crois, une volonté aussi de notre collectivité d'être un soutien des associations œuvrant pour les droits des femmes en Nouvelle-Aquitaine, mais aussi pour l'ensemble des associations qui œuvrent au quotidien pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Comme vous le savez, notre collectivité locale a, comme l'ensemble des collectivités territoriales, quelques difficultés du fait des baisses des dotations d'État, et elle est obligée de faire un certain nombre d'efforts budgétaires. Sachez que la Nouvelle-Aquitaine, avec son président, avec les élu.e.s ici présentes, **Maryline Simoné**, **Soraya Ammouche-Milhiet**, **Otilia Ferreira** et **Nathalie Lanzi** accompagnera de manière volontaire et ferme toute motion en faveur des droits des femmes. Il ne se passe pas une commission permanente, une plénière de la Nouvelle-Aquitaine, sans que l'égalité entre les femmes et les hommes, droit que nous avons chèrement acquis, ne soit remise en cause par l'extrême-droite et particulièrement le Front National. Sachez que vous avez des élu.e.s loyaux.les, des élu.e.s fidèles qui vont œuvrer pour maintenir les financements pour les droits des femmes.

Je ne peux pas ne pas m'arrêter sur l'actualité qui nous traverse depuis quelques jours. Je suis une militante féministe depuis maintenant de très nombreuses années, j'ai dirigé l'une des plus grosses associations en faveur des droits des femmes et particulièrement en faveur des personnes en situation de prostitution, je sais que vous allez travailler et vous pencher sur le corps des femmes, notamment sur la prostitution, et je voulais saluer la présence ici de **Danielle Bousquet** qui a œuvré pour faire avancer la loi. Merci Madame la Présidente, et merci à l'ensemble des élu.e.s d'avoir fait avancer cette loi.

Je ne peux pas non plus occulter l'actualité de ces derniers jours. Je suis une militante contre le port du voile depuis de très nombreuses années. Je suis de culture musulmane, et je considère que le voile est un symbole de soumission des femmes.

Mais en même temps, lorsque je vois les photos qui ont été prises dans le sud-est de la France, une femme dans l'espace public, sur une plage, qui porte un foulard sur la tête, et que des policiers municipaux entourent et obligent à se déshabiller, eh bien c'est une humiliation indigne, indigne. L'égalité entre les femmes et les hommes doit respecter la dignité humaine. Ce qui s'est passé sur cette plage du sud-est de la France est inacceptable. Nous féministes, nous devons dire haut et fort que nous refusons l'instrumentalisation de ces derniers mois après les attentats. Le fait qu'une femme porte un voile sur une plage publique n'est pas une atteinte à la laïcité. Il faut le dire, il faut le rappeler. Et je tenais à le dire ici, dans cette Assemblée des Femmes qui œuvre au quotidien pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous sommes aujourd'hui dans une situation extrêmement complexe, extrêmement difficile après les attentats. Nous avons une année à venir qui va être extrêmement difficile avec une élection présidentielle où la droite court après l'extrême-droite, où nous avons aussi des responsables politiques qui n'ont pas le courage de dire leurs convictions, leurs principes, leurs valeurs et leur attachement à des principes de gauche.

Aujourd'hui, je suis ravie, au nom de la région Nouvelle-Aquitaine, de vous dire que vous avez une élue qui sera combative sur ces sujets et qui sera aussi combative au quotidien pour accompagner les associations qui œuvrent pour l'égalité entre les femmes et les hommes, mais qui sera aussi combative avec ses collègues pour faire des compétences régionales, le développement économique, la formation professionnelle, l'insertion des jeunes, l'accompagnement à la contraception l'une des priorités de ce mandat. Je vous remercie.

Geneviève COURAUD

Merci Naïma pour ce discours dont nous partageons l'essentiel et qui est au cœur des débats que nous allons avoir ensemble. **Isabel Florès**, membre du bureau d'ECVF, va s'exprimer au nom de l'association ECVF, Elu/es Contre les Violences faites aux Femmes qui co-organise cette université d'été.

Isabel FLORÈS

Merci beaucoup. Il m'incombe au pied levé de vous présenter notre association qui œuvre pour les droits des femmes et tout particulièrement, contre les violences faites aux femmes. C'est un honneur pour notre organisation d'être, pour la quatrième année, coorganisatrice de cette Université d'été.

L'association ECVF est née de la réflexion de deux femmes, **Francine Bavay**, à l'époque vice-présidente de la région Île-de-France, et la philosophe et historienne **Geneviève Fraisse**. Constatant le silence politique autour des violences faites aux femmes, elles ont créé cette association, qui a pris corps après les résultats de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes (ENVEFF) de 2000, qui mettait en évidence le caractère massif des violences faites aux femmes : une femme sur 10 est victime de violences et une femme en meurt tous les deux jours.

Elles créent cette association autour de *l'Appel des Concerné.e.s*, signé par plus de 300 élu.e.s. L'association regroupe des élu.e.s ou ancien.ne.s élu.e.s de tous les partis politiques, représentant.e.s de tous les niveaux des collectivités et de mandats. L'association est également ouverte aux collectivités territoriales engagées contre les violences faites aux femmes. Aujourd'hui notre association a développé un réseau national important. Elle a pour mission principale la sensibilisation et la formation des responsables politiques. C'est en effet indispensable de se former, à tous les niveaux, pour construire une action politique. Nous faisons aussi des publications, des brochures d'information, et sommes auprès de toutes les collectivités pour réfléchir ensemble aux politiques de lutte contre les violences faites aux femmes sur leur territoire. ECVF est présidée par **Éva Sas**, députée de l'Essonne, qui a malheureusement été empêchée aujourd'hui. Le bureau est composé, à l'image de l'association, de représentant.e.s des différentes forces politiques : le Parti Socialiste, Les Républicains, Europe-Écologie – Les Verts, le Parti Radical de Gauche.... Nous avons également des coprésidentes d'honneur, Geneviève Couraud, Michèle Loup que je salue et qui est une des chevilles ouvrières de l'association, et bien sûr la fondatrice Francine Bavay.

Cette association constitue un relais pour sensibiliser les politiques, faire avancer les collectivités quelles qu'elles soient et faire de l'information. C'est important de savoir de quoi on parle, de se former et de faire circuler l'information entre les collectivités au niveau local, pour se mettre au

niveau, acquérir une expertise sur les violences faites aux femmes et pour mener des politiques adaptées.

Je suis également, pour ma part, Maire-adjointe et, au quotidien, malgré toutes les avancées en termes de lois et de droits, sur le terrain, c'est encore très difficile : en matière de logement, de protection des femmes victimes et des enfants. C'est pourquoi il est très important de constituer des réseaux locaux avec tou.te.s les agent.e.s, tou.te.s les professionnel.le.s, avec les élu.e.s.

L'important c'est de connaître quels sont les mécanismes de la violence et du phénomène d'emprise sur les femmes. Pourquoi revient-elle à la maison alors qu'elle a été victime de violences très graves, à la limite de mettre en danger sa vie ? Il faut s'approcher de la réalité sur le terrain, voir comment cela se passe. D'où l'importance de la formation pour comprendre ce phénomène très complexe. Une femme victime sur 10, c'est partout, à tous les niveaux. Les femmes politiques aussi sont victimes de violences, il n'y a pas de secteur où les femmes sont épargnées.

L'année dernière, nous avons particulièrement dénoncé les violences sexuelles dans la sphère politique : nous avons soutenu les victimes dans le cadre de l'affaire Baupin, nous avons appelé à la démission de son mandat de député, et avons participé aux mobilisations contre l'impunité et la loi du silence. Pour agir concrètement, il faut doubler ces mobilisations d'un plaidoyer auprès de nos responsables politiques au plus haut niveau. Nous avons rencontré le Garde des Sceaux et la Ministre des droits des femmes. Nous nous mobilisons pour rendre inéligible toute personne, tout élu, tout politique qui a été condamné pour des violences faites aux femmes. *Applaudissements*

Pour finir, ECVF a organisé au mois de juin la présentation, par le Sénateur **Roland Courteau**, membre de notre bureau, du rapport de la délégation aux droits des femmes du Sénat : « 2006-2016, un combat inachevé contre les violences conjugales ». Cette présentation s'est faite en présence de professionnel.le.s, notamment des avocates et des avocats, d'associations et beaucoup de femmes qui sont intéressées et sensibles à ce sujet.

J'encourage donc tou.te.s les élu.e.s à adhérer si vous n'êtes pas déjà membres de l'association, nous avons besoin de vous tous et de vous toutes.

Geneviève COURAUD

Merci beaucoup Isabel, pour cette présentation. J'ajoute que - elle ne le dit pas parce qu'elle est trop modeste - dans sa ville de Champigny elle fait un travail formidable dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Le programme de Champigny est absolument exemplaire. Vous pouvez le consulter.

Isabel FLORES

J'ajoute, fièrement, que la ville de Champigny a eu trois femmes médaillées aux derniers Jeux Olympiques. Trois médailles olympiques pour des jeunes femmes dans des secteurs dits réservés aux hommes : boxe anglaise, Taekwondo et judo. Allez les femmes, pour nous, tout est permis !